

9. *Prie instamment* tous les organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies d'intensifier leurs activités en Afrique pour aider les gouvernements, notamment dans les domaines relatifs à la production alimentaire, à la transformation des produits agricoles, à la recherche intégrée et aux services de vulgarisation;

10. *Prie aussi instamment* la communauté internationale d'aider les pays africains à réaliser, d'ici à 1985, les objectifs suivants :

a) Une amélioration importante de leur situation alimentaire et la mise en place des fondations qui permettront de parvenir à l'autosuffisance dans le domaine des céréales, du bétail et des produits de la pêche;

b) D'importants progrès vers une réduction de 50 p. 100 des pertes après la récolte, grâce notamment à la construction d'installations de stockage;

c) Une amélioration de l'infrastructure de transport afin de faciliter la distribution des produits alimentaires aux niveaux national, sous-régional et régional;

d) Des recherches agronomiques plus importantes et plus efficaces qui mettent en particulier l'accent sur l'amélioration des semences et la fourniture en quantité suffisante d'engrais, de pesticides et d'autres produits chimiques adaptés aux conditions existant en Afrique;

11. *Prie en outre instamment* tous les organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies de développer leurs programmes de formation en vue du renforcement des capacités nationales dans les domaines de l'élaboration, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation des projets de développement agricole;

12. *Prie* le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, agissant en consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'organisation de réunions conjointes, en vue d'étudier les possibilités d'appliquer la résolution 35/69 de l'Assemblée générale et la présente résolution;

13. *Demande* que le Secrétaire général, agissant en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine et avec les organes et organismes des Nations Unies, dans le rapport final qu'il doit établir conformément à la résolution 35/69 :

a) Identifie les problèmes perçus comme s'opposant à la réalisation des objectifs énoncés au paragraphe 10 ci-dessus;

b) Évalue le montant des ressources extérieures nécessaires pour atteindre ces objectifs;

c) Fasse faire rapport sur le volume des ressources techniques et financières que le système des Nations Unies déploiera pour atteindre ces objectifs et suggère des moyens de trouver d'autres sources de financement;

d) Fasse faire rapport sur les plans d'action des organes et organismes compétents des Nations Unies qui appliqueront la présente résolution.

103^e séance plénière
17 décembre 1981

36/187. Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des États, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

Réaffirmant ses résolutions 32/197 du 20 décembre 1977 et 33/202 du 29 janvier 1979, relatives à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, ainsi que ses résolutions 34/215 du 19 décembre 1979 et 35/203 du 16 décembre 1980, relatives à l'application de la section VIII de l'annexe à la résolution 32/197,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 35/203 de l'Assemblée générale¹¹⁷, des observations du Secrétaire général¹¹⁸ au sujet du rapport du Corps commun d'inspection sur les rapports entre le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et les entités du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies¹¹⁹ et du rapport du Secrétaire général sur l'application de la section IV de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée¹²⁰,

1. *Décide* de transmettre au Conseil économique et social, pour examen à sa seconde session ordinaire de 1982, le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 35/203 de l'Assemblée générale et les observations de celui-ci au sujet du rapport du Corps commun d'inspection et d'examiner de nouveau la question des rapports entre le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et les entités du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à sa trente-septième session, à la lumière des débats du Conseil, en vue de continuer à appliquer pleinement la section VIII de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée;

2. *Décide également* d'examiner de nouveau, à sa trente-septième session, la question des incidences du processus de restructuration sur les commissions régionales, dans le contexte général de sa résolution 32/197 et à la lumière des observations supplémentaires que formuleront le Comité du programme et de la coordination à sa prochaine session, qui doit se tenir en 1982, et le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1982.

103^e séance plénière
17 décembre 1981

36/188. Problème des restes matériels des guerres

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2995 (XXVII), 2996 (XXVII) et 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972, relatives à la coopération entre les États dans le domaine

¹¹⁷ A/36/477.

¹¹⁸ A/36/419/Add.1.

¹¹⁹ Voir A/36/419.

¹²⁰ A/36/577.

de l'environnement, à la responsabilité internationale des Etats en ce qui concerne l'environnement et à la création du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

Rappelant également ses résolutions 3435 (XXX) du 9 décembre 1975 et 35/71 du 5 décembre 1980,

Rappelant en outre les décisions 80 (IV)¹²¹, 101 (V)¹²² et 9/5¹²³ du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en date des 9 avril 1976, 25 mai 1977 et 25 mai 1981,

Convaincue que l'enlèvement des restes matériels des guerres devrait incomber aux pays qui les ont implantés et être à leur charge,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général¹²⁴;
2. *Regrette* qu'aucune véritable mesure n'ait été prise pour résoudre le problème des restes matériels des guerres malgré les diverses résolutions et décisions adoptées tant par l'Assemblée générale que par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
3. *Réaffirme* son appui à la revendication des Etats affectés par l'implantation des mines et par la présence d'autres restes matériels des guerres sur leurs territoires, qui demandent aux Etats responsables une indemnisation pour les pertes subies;
4. *Lance un appel* à tous les Etats, en particulier à ceux qui sont responsables de la présence des restes matériels des guerres dans les pays en développement, pour qu'ils collaborent avec le Secrétaire général afin de lui permettre de faire des recommandations précises et efficaces en vue de résoudre le problème des restes matériels des guerres;
5. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre ses contacts et ses consultations avec les Etats Membres, conformément à la résolution 35/71 de l'Assemblée générale, et de réunir tous les renseignements pertinents reçus des Etats, afin de trouver les moyens, y compris le cas échéant en tenant une conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, de résoudre le problème des restes matériels des guerres, et de faire rapport à l'Assemblée lors de sa trente-septième session.

*103^e séance plénière
17 décembre 1981*

36/189. Session d'un caractère particulier du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement

L'Assemblée générale,

Rappelant les paragraphes 13 à 15 de sa résolution 35/74 du 5 décembre 1980, relative à la coopération internationale dans le domaine de l'environnement,

Préoccupée par la nécessité de raviver le sentiment d'urgence et la volonté de coopérer aux niveaux national et international pour protéger et améliorer

l'environnement, que les gouvernements avaient exprimés lors de la Conférence des Nations Unies pour l'environnement, tenue à Stockholm du 5 au 16 juin 1972,

Reconnaissant que d'importants changements sont intervenus depuis lors dans la manière de percevoir l'environnement et les problèmes écologiques et reconnaissant aussi l'importance des relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement,

Convaincue que la session d'un caractère particulier représente une occasion unique pour les gouvernements de renouveler leurs engagements vis-à-vis de la cause de l'environnement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement ainsi que leur appui,

1. *Décide* que la session d'un caractère particulier du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement devrait se tenir à Nairobi du 10 au 18 mai 1982 et que le Conseil d'administration devrait faire rapport sur cette session à l'Assemblée générale lors de sa trente-septième session;
2. *Approuve* le projet d'ordre du jour provisoire de la session, tel qu'il est énoncé dans la section I de l'annexe à la présente résolution;
3. *Décide en outre* que le règlement intérieur du Conseil d'administration sera appliqué à la session d'un caractère particulier, compte tenu des modifications que le Conseil d'administration a recommandé d'apporter aux articles 17, 18, 19, 31 et 67, dont le texte est reproduit à la section II de l'annexe à la présente résolution;
4. *Réitère* l'invitation adressée aux gouvernements à l'effet de se préparer à fond pour la session d'un caractère particulier et de s'y faire représenter au niveau politique le plus élevé et invite expressément les ministres chargés des questions d'environnement à y participer;
5. *Convient* de prévoir un programme spécial d'information du public qui serait conçu conformément aux orientations données par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et qui devrait être financé dans une large mesure par des ressources existantes;
6. *Décide* que la présente résolution devrait être appliquée compte dûment tenu de la nécessité d'observer un esprit d'économie lors des préparatifs et de l'organisation de la session d'un caractère particulier;
7. *Engage* les organisations non gouvernementales à participer à la session d'un caractère particulier conformément à la pratique normalement suivie par le Conseil d'administration.

*103^e séance plénière
17 décembre 1981*

ANNEXE

I. — PROJET D'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA SESSION

1. Ouverture de la session.
2. Adoption du règlement intérieur.
3. Election du Président de la session.

¹²¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément n° 25 (A/31/25), annexe I.

¹²² Ibid., trente-deuxième session, Supplément n° 25 (A/32/25), annexe I.

¹²³ Ibid., trente-sixième session, Supplément n° 25 (A/36/25 et Corr. 1), annexe I.

¹²⁴ A/36/531.